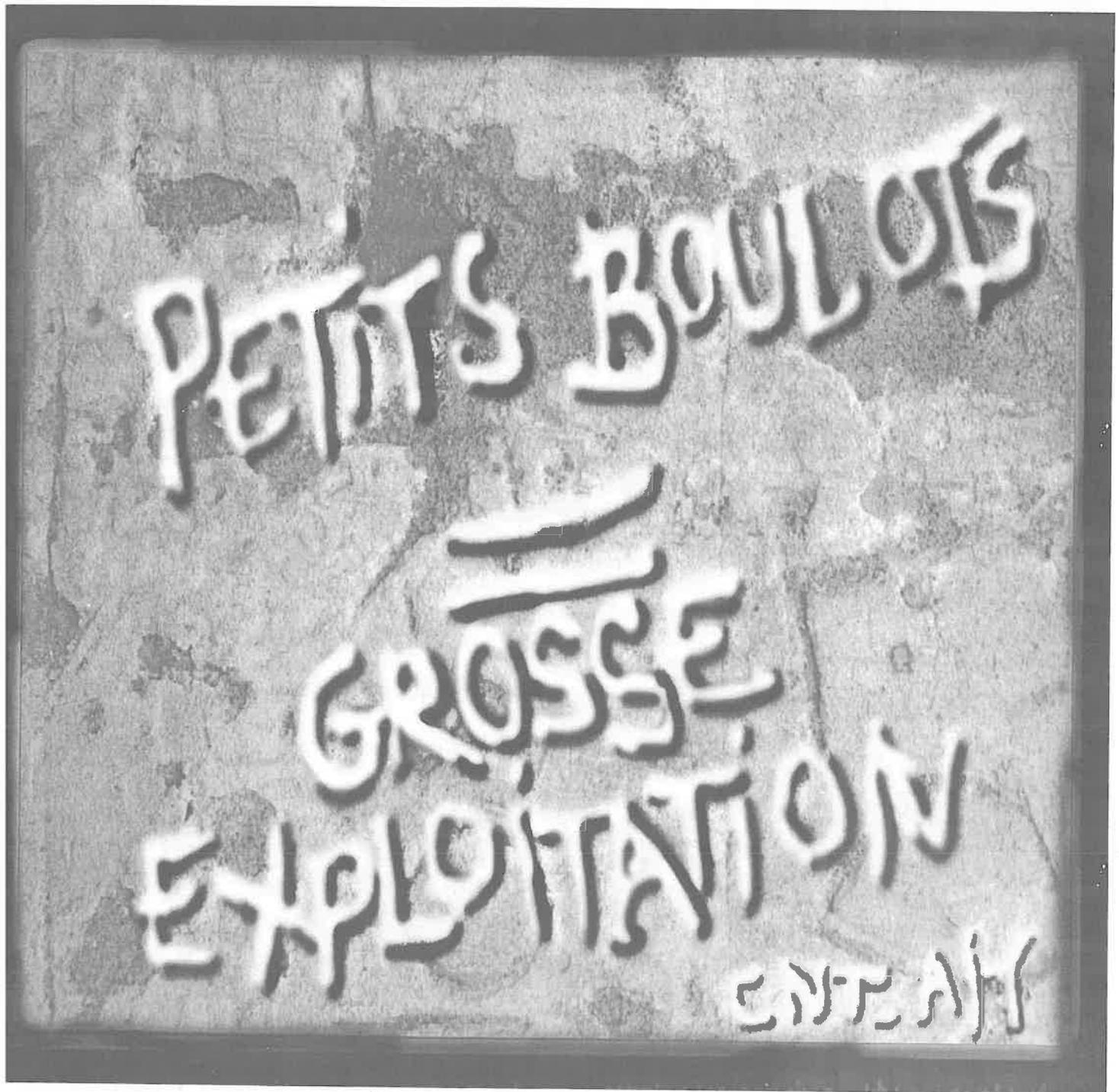


La lettre du C.D.E.S.  
I.S.S.N. 1240-0009 C.P.P.A.P. 72171  
BULLETIN DU RESEAU

# Le COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Numéro 54 Novembre-Décembre 1998 10 francs



# ADRESSES

## Association Internationale des Travailleurs:

A.I.T., apartado 4141  
18080 Grenade-Espagne  
Fax: (958) 28 89 92

## Confédération Nationale du Travail:

Le Bureau Confédéral est  
l'agent d'exécution et de liaison  
de la C.N.T., pour tout contact sur  
le plan national s'adresser à:

C.N.T. (B.C.), B.P. 2010  
14 019 CAEN CEDEX 6

## Unions Régionales:

Les U.R. sont l'expression de la C.N.T.  
Elles regroupent les divers syndicats  
d'une zone géographique. Pour tout  
contact dans une région s'adresser  
au secrétariat de l'U.R. concernée:

### U.R. Centre:

C.N.T., B.P. 116  
72003 Le Mans Cedex  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Aquitaine:

C.N.T., B.P. 16  
24650 Chancelade  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Midi-Pyrénées:

C.N.T., 7 rue St Rémésy  
31000 Toulouse  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Méditerranée:

C.N.T.  
9, rue Duchalmeau  
66000 PERPIGNAN  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Normandie:

C.N.T., B.P. 2010,  
14019 Caen Cedex 6  
(Secrétariat Régional)

### U.R. Paris & Nord:

C.N.T., Syndicat des PTT  
CTA d'Amiens, rue  
dejean, 80000 Amiens

### Dans l'Est:

C.N.T., C/O C.E.S.L. B.P.121  
25014 Besançon Cedex

### En Rhône-Alpes:

C.N.T., B.P. 223, 38405  
St Martin d'Heres Cedex

# ATTAC : l'Arnaque !

Témoignage Chrétien et Charly Hebdo main dans la main pour la cause du bon peuple ! A.C! et S.U.D. au côté de la CGT des cadres et de la Fédération des banques CFDT pour la défense des travailleurs ! Ce n'est pas la dernière vision mystique de l'abbé Pierre, mais plutôt la dernière version de "l'Union de la vraie gôche retrouvée". Intitulée "ATTAC", et mise en piste par la joyeuse équipe du Monde Diplomatique, c'est une association, dont le sigle veut dire : "Action pour une Taxe Tobin d'Aide aux Citoyens", et qui a pour objectif "de produire de l'information sur tous les aspects de la domination financière et d'agir contre elle aux niveaux national, européen et international". Elle a été fondée par des journalistes de gôche tel qu'Ignacio Ramonet, et des syndicalistes télégéniques tel que C. Aguiton, le présentateur télé d'A.C./ Pour ceux qui n'ont pas fait d'études, ni d'école de journalisme, précisons que l'idée géniale, l'arme fatale, le glas justicier et vengeur (comme le dirait Mgr Val de Charly Hebdo), nommée "taxe Tobin", c'est taxer les produits financiers sans trop les abîmer et redistribuer cette taxe aux pauvres, c'est à dire aux citoyens!

Voilà la dernière trouvaille des penseurs de la vraie gôche : taxer le capital ! L'impôt sur la fortune version village planétaire ! Quelle misère ! Quelle arnaque ! Quelle honte ! Sentant que la grogne monte contre ce système d'exploitation toujours plus cynique et gourmand, voyant poindre de vraies révoltes, les intellectuels moralistes pointent du doigt les excès du système, et se font les chantres de la contestation responsable, raisonnable et intelligente, les représentants auto-proclamés de la misère, de l'exploitation et de l'exclusion. On les trouverait presque sympathiques, ces pourfendeurs de pape (pas tous), ces anti-Notat, ces anti-Lepen (tous), ces anti-Juppé, ces anti-Jospin (pas tous) ! Mais que proposent-ils au juste, si ce n'est d'aménager le capitalisme pour le rendre moins impitoyable et éviter finalement une révolte qui mettrait en péril le-dit système ? Classique, comme le dirait mon prof d'économie : cela doit s'appeler un principe d'ajustement des marchés à la demande sociale. Ni plus, ni moins ! La taxe Tobin, c'est du capitalisme pur et dur. C'est admettre le profit, l'exploitation, la spéculation financière. C'est gérer rationnellement la misère ! C'est un rêve de flic capitaliste.

On ne saura jamais quelles parts jouent l'égoïsme, la cupidité, la suffisance et la naïveté dans ces conglomérats d'intellectuels de gôche qui ne vivent que par et pour leur rôle médiatique de contestataires patentés. Mais il est relativement facile de voir pourquoi le pouvoir leur laisse pignon sur rue. Outre le fait qu'ils ne sont en aucun cas dangereux, ils peuvent représenter un instrument efficace de récupération des révoltes. Rompus aux pétitions, tables rondes, débats télévisés, allocutions, voire même collages d'affiches en beaux quartiers, représentant à eux seuls un quasi monopole de la presse contestatrice "officielle", et constituant un petit réseau efficace d'instrumentalisation des syndicats, ils peuvent, en cas de fronde du bon peuple, canaliser les justes révoltes, fédérer les nobles causes, voire même les populistes, raisonner les jeunesse turbulentes, en rappelant les valeurs de la république et de la démocratie, via la table de négociations (avec eux bien sûr), puis le bulletin de vote.

Face à cette mascarade réformiste, il faut le crier haut et fort. ATTAC, c'est la réunion des bras tombés, des sans espoir, des vaincus du capitalisme, des papis du trotskisme de participation. Son pouvoir de nuisance se mesurera à sa capacité à se faire passer pour le représentant des masses, à tromper les exploités par des discours démagogiques et suffisants, à intervenir au nom du peuple dans le cirque médiatico-politique.

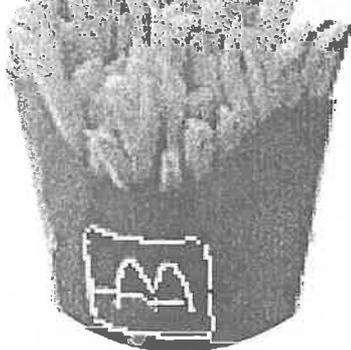
Au moment où j'écris ces lignes, le mensuel pour gros patrons et petits cadres "Le revenu Français" titre en page de couverture "Ce qu'il vous faut pour vivre sans travailler : les capitaux nécessaires, les meilleurs placements." C'est bon pour la taxe Tobin ça, ça va faire des sous pour les pauvres !

G. Henein Grup

3ème JOURNEE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE  
AVEC LES TRAVAILLEURS DE MC DONALD'S

Dans de nombreuses villes se sont tenues, pour la troisième année consécutive, à l'initiative des syndicats de la C.N.T.-A.I.T., diverses actions en solidarité avec les travailleurs de McDonald's.

**Conditions de travail pénibles, horaires flexibles et bas salaires**



**Le monde idéal selon McDonald's**  
Union Locale CNT-AIT Marseille  
**ANARCHO-SYNDICALISME**

Cette multinationale est un symbole, au niveau mondial, de ce que le système capitaliste fait de nos conditions de travail, et plus largement, de nos conditions de vie. Face aux conditions de précarité, de flexibilité, de propagande "maison" imposées par ce type d'entreprise, le mode d'action anarcho-syndicaliste est bien plus adapté que le syndicalisme de représentation. Ce dernier, avec ses élus et ses permanents (le terme lui-même est paradoxal à un moment où de plus en plus de salariés vivent dans l'insécurité permanente), ressemble de plus en plus à un syndicalisme d'encadrement.

En effet, quand l'instabilité du personnel rend impossible dans l'immense majorité des cas la constitution de sections syndicales pérennes, c'est souvent de l'extérieur que peut s'organiser la solidarité et la lutte. L'exemple des actions anti-McDo peut ainsi servir à tous ceux qui veulent s'organiser

pour combattre, partout ailleurs, l'exploitation. Car, si MacDo est un symbole, l'arbre de la restauration rapide ne doit pas cacher la forêt de l'exploitation.

Mais revenons-en à cette troisième journée mondiale. La date du 10 octobre 1998 avait été retenue comme étant le samedi le plus proche de l'anniversaire de la mort par électrocution dans un McDo d'un travailleur précaire, Marc Hopkins. Le samedi étant une journée d'affluence, cela permettait d'informer le plus de monde possible.

Le 10 octobre a donc été l'occasion d'une action confédérale décentralisée et autonome. De plus, certaines actions se sont poursuivies toute la semaine suivante, en fonction des possibilités locales.

En effet, chaque structure de la C.N.T.-A.I.T. agissant par elle-même, les lieux et les formes d'intervention se sont multipliés par rapport à l'an dernier.

Voici quelques exemples, qui seront certainement plus détaillés dans les éditions régionales du Combat Syndicaliste. Dans l'Est, par exemple, les copains de Besançon, Vesoul et Auxerre ... sont intervenus le même jour dans chaque ville, devant 4 McDo et 1

Quick (voir l'interview sur cette chaîne de restauration dans les pages suivantes). Banderoles, panneaux, tracts expliquaient aux clients le point de vue de la C.N.T.-A.I.T. En Normandie, les compagnons de Rouen nous ont signalé que l'action menée dans les deux McDo de cette ville le 10 octobre s'était poursuivie devant le McDo d'Evreux le 17 octobre. Bien sûr, tout cela gêne très fortement les "managers", qui ont parfois fait appel, sans succès, à la police. Ce fut le cas à Perpignan, où l'union locale C.N.T.-A.I.T. avait carrément organisé un apéritif -très apprécié des passants- devant un des McDo. Pour Midi-Pyrénées, les copains de Montauban ont organisé une distribution de tracts, et sur Toulouse, deux McDo ont reçu la visite de notre cortège. A Marseille, le syndicat C.N.T.-A.I.T. a réalisé une campagne de propagande (affiches, autocollants) qui s'est poursuivi jusqu'à la fin du mois. En Aquitaine, Auvergne et Nord, nous savons que des actions ont aussi été effectuées, mais les informations concernant ces actions ne nous sont pas encore parvenues au moment où nous rédigeons ce texte.

Elise et Paul



## LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LA RESTAURATION RAPIDE — INTERVIEW DE MATHIEU, ANCIEN SALARIE DE QUICK —

**P**our la journée de solidarité internationale avec les travailleurs de Mac Donald's, nous avons interviewé pour notre émission de radio bimensuelle RdBE ("Rue des bons enfants"), Mathieu, un compagnon de notre syndicat, qui a travaillé chez Quick. A Quick comme à Mac Do ou dans les autres entreprises de la restauration rapide, les conditions d'exploitation sont en effet, les mêmes. Et, pour nous, anarcho-syndicalistes, ce sont bien ces conditions d'exploitation qu'il convient de dénoncer et non l'origine géographique des exploiters. Nous retranscrivons ici des extraits de cette interview.

C.N.T.-A.I.T. Besançon.

**RdBE : Tu peux nous parler des horaires ?**

**M :** Les horaires, il faut savoir qu'en règle générale ils fluctuent d'une semaine à l'autre, on n'est jamais au courant des horaires qu'on va avoir. C'est pas rare qu'on nous appelle pour nous dire "Dépêche-toi d'arriver, on a besoin de monde, faut que t'aïlles bosser", alors que c'était pas du tout prévu. L'histoire des deux jours de congés consécutifs par semaine, c'est pas respecté, jamais. Les 10 heures d'affilées sans pause, c'est aussi une pratique courante, parce que ça arrange bien le manager du restau, parce que y'a du monde, une sortie de ciné, on peut pas fermer, etc. Tu bosses et puis c'est tout.

**RdBE : Tu peux nous parler des heures complémentaires ?**

**M :** Dans le contrat qu'on a, y'a des heures qu'on doit faire qui sont prévues, 15 heures, 20 heures, 30 heures hebdomadaires, et puis il y a deux types d'heures complémentaires (qui ne sont pas des heures supplémentaires, parce qu'il s'agit de temps partiel) : les heures complémentaires 1ère catégorie que la direction peut imposer à ses sala-

riés, et les heures complémentaires seconde catégorie que le salarié peut se réserver le droit de refuser. Donc moi, par exemple, quand je bossais à plein temps, ça m'est arrivé plusieurs semaines d'affilée de faire au moins 39 heures ; mon contrat a toujours été maintenu à 20 heures. Je faisais 19 heures complémentaires. C'était bien plus avantageux pour eux et pas du tout pour moi.

**RdBE : A partir de combien d'heures complémentaires passe-t-on en heures complémentaires seconde catégorie ? A partir de combien d'heures le salarié peut-il refuser ? Ces heures sont-elles majorées ?**

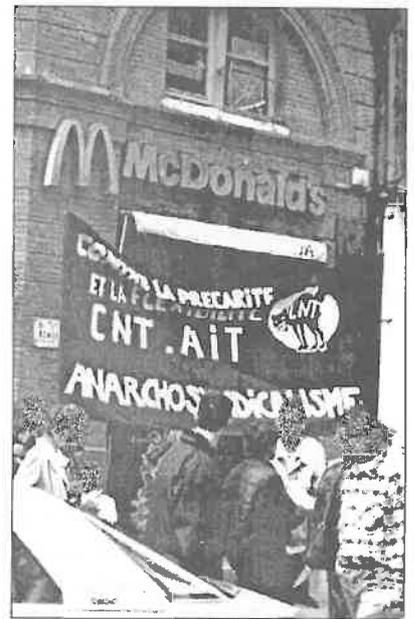
**M :** Ces heures ne sont pas majorées, elles sont payées exactement comme les autres. Maintenant, le nombre d'heures complémentaires première catégorie et deuxième catégorie, ça dépend du volume du contrat. Je ne sais pas vraiment, mais l'histoire de la distinction entre heures première et deuxième catégorie c'est du pipeau. Si le patron a besoin qu'on bosse en plus, c'est sûr qu'il ne faut pas lui dire non trop souvent. De temps en temps, si ça ne nous arrange pas, on peut le lui dire. Si c'est un type un peu démago et qui a à faire à quelqu'un qui bosse bien et qu'il a envie de garder, il passera l'éponge, mais il ne faudrait pas que ça se reproduise trop souvent.

**RdBE : Tu parlais de SMIC horaire, tu peux nous dire combien cela faisait pour 39 heures ?**

**M :** A l'époque, le SMIC horaire était à 34 francs, donc ça avoisinait entre 4000, 4500 francs. A savoir qu'on ne nous payait jamais d'heures supplémentaires parce que c'était des contrats à temps partiels, et les heures supplémentaires auraient été les seules à être payées un peu plus cher. Il y a aussi les

heures de jours fériés à partir d'un an d'ancienneté, mais ça, c'est une autre combine de ceux qui gèrent ces boîtes. C'est à dire qu'il y a tellement de main-d'œuvre qui tourne, qu'on s'arrange toujours pour faire bosser les jours fériés ceux qui ont moins d'un an d'ancienneté, comme ça, on n'a pas à les payer plus. Les mecs qui ont plus d'un an d'ancienneté pensent que c'est une faveur de les faire travailler un jour férié. Y'a aussi un truc, qui est pratiqué de manière systématique, pour éviter que les gens aient de l'ancienneté, c'est que souvent les étudiants ont besoin de bouger et ils demandent leur mutation d'un restau à un autre pour conserver leur ancienneté. Moi c'est ce que j'ai essayé de faire, et on m'a vivement conseillé de démissionner du restau où je bossais pour recommencer dans l'autre. Et je repartais compteur à zéro, donc zéro ancienneté.

**RdBE : Le salaire évolue-t-il avec l'ancienneté à part pour les jours fériés ? Sinon, un autre type d'heures est majoré selon le code du travail, ce sont les heures de nuit...**



EN DEHORS DE L'IMPRESSION  
LE C.S. EST RÉDIGÉ ET RÉALISÉ À TITRE  
MILITANT PAR DES ADHÉRENTS DE LA CNT,  
CHÔMEURS OU SALARIÉS APRÈS LEUR  
JOURNÉE DE TRAVAIL.

M : Effectivement, à une certaine heure de la nuit, je crois que c'est minuit à Paris et une heure en province, on est payé un petit peu plus normalement. C'est des restos qui bossent 7 jours sur 7. Et il faut savoir que ces gens là bossent encore une heure, une heure et demie après la fermeture clientèle. En plus, nous, on déchargeait les camions frigorifiques après, ce qui fait qu'à 3 heures du mat., on était encore en train de bosser. Au bout d'un moment, dans un restau où je travaillais à Chambéry, je me suis aperçu que plutôt que d'être payé 25% de plus, on était payé 25% de moins : plutôt que de multiplier le tarif horaire par 125%, il était multiplié par 75%. Et ça pendant des mois, et pour des dizaines de personnes, donc vous imaginez l'économie qu'ils ont pu faire.

**RdBE : Quelle est la convention collective ?**

M : Y'a une convention collective de la restauration rapide, mais enfin elle n'est pas disponible. Quand on la demande à un directeur ou à un manager du restaurant, on nous regarde bizarrement, on nous fait comprendre qu'on ne l'a pas et qu'il ne faut pas trop remuer ce genre de question, surtout si on compte un jour avoir de l'avancement et passer leader. Bon, y'a bien un semblant de codification, mais en clair ils se torchent avec.

**RdBE : Quel est le type de contrat ? Des Contrats à Durée Déterminée ?**

M : La plupart du temps c'est des contrats à temps partiels, mais curieusement c'est des Contrats à Durée Indéterminée. Il y a une période d'essai qui, je crois, dure un mois ou deux. Généralement, la personne travaille en doublette avec quelqu'un qui sait déjà travailler pendant une semaine. On n'arrête pas de lui dire qu'on lui fait une faveur en acceptant sa candidature, on lui fait bien remarquer qu'on perd de l'argent en le faisant travailler en doublette et qu'il serait

temps qu'il soit opérationnel. Après, il a un CDI et tant qu'il ne met pas fin au contrat lui même, il continue à bosser. La plupart du temps, ces CDI là ne durent pas longtemps, parce que les gens s'usent. Je crois qu'il y a un exemple en France de quelqu'un qui touche la retraite Quick, mais c'est tout. Et sinon, il y a quand même des méthodes assez expéditives et plutôt efficaces, pour mettre fin aux contrats, style "perte de confiance", l'argument étant qu'on n'a plus confiance dans le salarié. S'il est vraiment tenace, y'a d'autres moyens, comme l'accuser de coulage. Quand il travaille en cuisine, on regarde le nombre de hamburgers qui ont été vendus, puis le nombre de steaks congelés qu'il a coulé, et s'il y a une différence trop grande, on lui reproche de fabriquer des hamburgers qui n'ont pas été écoulés.

**RdBE : Tu as parlé de la retraite, qu'en est-il des autres droits de base des travailleurs comme les congés payés ?**

M : Y'a deux jours et demi de congés payés par mois, mais il faut savoir que, comme les gens partent aussi vite de chez Quick qu'ils y entrent, je crois qu'il y a un turnover de 40% en moyenne par mois, ce qui est absolument énorme, bien souvent les congés payés passent à l'as. Pour parler de moi, Quick me devait 1300 balles, et il a fallu que je les menace d'aller devant les prud'hommes pour qu'ils les payent.

**RdBE : C'est un secteur où on travaille dans des conditions dangereuses, qu'en est-il de la formation à la sécurité ?**

M : C'est absolument dérisoire, les conditions élémentaires de sécurité ne sont pas respectées. On manipule des friteuses, des plaques de cuisson qui sont immenses (y'a 300 degrés sur les plaques de cuisson). J'avais un copain qui avait des problèmes de peau absolument hallucinants et qui travaillait au grill, ils ont jamais voulu le mettre en caisse.

Moi, j'ai eu un accident de travail : je me suis cramé au deuxième degré la moitié du corps en nettoyant une friteuse. On m'a demandé si je pouvais pas aller à l'hôpital tout seul. Le soir, en allant acheter des médicaments, je me suis aperçu que le restau ne m'avait pas donné les papiers qu'il fallait, et qu'ils avaient même pas fait de déclaration. Les camions frigorifiques qu'on décharge à des horaires pas possibles, on le fait en chemise, quand on est à -18° à décharger des dizaines de cartons de frites, il faut être solide, il ne faut pas avoir froid. Et ça, c'est le lot quotidien de ceux qui travaillent là-bas.

**RdBE : Et au niveau des droits syndicaux ?**

M : Ben ces gens-là se croient un peu à l'époque où les syndicats n'existaient pas, parce qu'à ma connaissance, il n'y a rien du tout. Y'a juste une petite anecdote que je peux raconter. Quand je travaillais chez Quick en 1993, j'avais lu un article sur une usine de production de matières premières pour approvisionner les restaurants Quick dans le Nord de la France, et le patron de cette unité avait tellement bourré le mou à ses employés en leur disant qu'il ne voulait pas entendre parler de syndicat, que le jour où un type a voulu monter une section syndicale, ses collègues lui ont tous cassé la gueule et il a fait dix jours d'hôpital.



**S**amedi 19 septembre 1998 : Grande Manif Nationale et Unitaire des Mouvements Officiels de Chômeurs à Perpignan, à 15 h, place Arago. Le projet Bourquin est le prétexte à cette mobilisation. Ce monsieur, qui connaît le travail autant que moi la messe, prétend faire travailler les R.mistes gratos en contre partie du R.M.I.

Dans les médias un appel est lancé par les trois organisations prétendument représentatives des chômeurs (A.C.I, A.P.E.I.S., C.G.T. chômeurs) sponsorisées par l'ensemble de la gauche et de "l'extrême gauche plurielle", dont les Vignoles. Un train est prévu à 7 heures et un autre à 10h30 au départ de Paris en vue d'un départ groupé organisé entre les différentes organisations parisiennes depuis la Maison des Ensembles.

Le syndicat intercorporatif C.N.T.- A.I.T. de Perpignan quant à lui a décidé de tenir une table de presse sur le lieu du rassemblement mais il refuse de manifester. Car il conteste le fait que ce soit la gauche plurielle qui organise une manif en plein centre ville contre un projet de loi de... la gauche plurielle. Tout le monde politico-syndical sera là, sauf nous, donc, et... les chômeurs. Mais cela devrait quand même faire du peuple nous dit-on.

Vers 14h30, il y a quelques personnes assises par-ci par-là et d'autres qui leurs distribuent des tracts. Il y a des grands panneaux multicolores. Paraît que c'est la manif ! Nous regardons. Certains tiennent des drapeaux rouges et noirs. Quelques individus supplémentaires arrivent enfin. Ouf, il y a maintenant presque autant de monde que de banderoles.

Enfin, ça bouge. Est-ce la manif qui démarre ? Non, c'est la Télé qui filme, et chacun veut montrer sa banderole. "On est contre les médias mais il y a des limites..." explique un manifestant, les "Nouveaux chiens de garde" sous le bras. Un homme parle devant un micro, d'autres hurlent, visiblement

pas contre le médias mais pour parler à la place de celui qui y est. La C.G.T. est présente "en masse" (plus d'une centaine de militants). Ils font très fort dans le slogan : "Du boulot, du boulot,..." ... C'est justement ce que Bourquin veut leur donner. Nous on revendiquerait plutôt un partage égalitaire des richesses ... Une bande de jeune passe et rigole "C'est pour la télé tout ça !" mais ceux qui tiennent les banderoles ne les écoutent pas.

Bon, au bout d'un moment, la manif, bien maigrichonne, manifeste enfin. Avec les copains de la région venus en soutien à la C.N.T.-A.I.T de Perpignan, on a à peine le temps de se dire bonjour et la première mi-temps est finie : le pauvre cortège est déjà loin. Ça passe plus vite que la caravane du tour de France, le sport en moins, la manip en plus ! Le cortège se dirige vers la gare chercher le renfort parti de Paris, Lyon et Marseille. Ça "téléphone-portable" dans tous les coins pour savoir où ça en est. On en apprend de belles : à 7 heures du matin à Paris, il n'y avait pas un chat pour prendre le fameux train unitaire et officiel... A la table de presse on discute avec des chômeurs de Perpignan, qui sont, comme nous, pas du tout d'accord avec la procession. Des papy lisent le Combat Syndicaliste, des passants s'informent, même les curés en soutane n'échappent pas à notre propagande... Et des copains recouvrent la place Arago d'affiches.

Ah ! Revoilà la caravane ! Retour de la manif, ils sont plus nombreux, mais l'effectif total atteint à grand peine 700 pèlerins en tout et pour tout. Pour une manif "nationale" le niveau maximum du

ridicule est atteint. Au milieu de tout ça il y a même quelques petites dizaines de manifestants avec une banderole rouge et noire fraîchement descendue du train, elle est énorme, il y en a d'autres plus petites, et des drapeaux rouges et noir aussi, tel des vaisseaux autour d'un navire amiral. Mais très vite, on ne voit plus que la banderole de la L.C.R. On s'était pourtant mis au bord de la rue, pour bien voir... On tend nos tracts, aux manifestants, visiblement déprimés.

Voilà, encore une fois les grandes orgas ont réussi l'exploit de réunir 700 manifestants dans une région qui comptabilise... 70 000 chômeurs. Côté performance, l'Etat ne veut pas être en reste. A l'issue d'une bousculade sans gravité devant le Conseil général, 25 personnes sont interpellées. Ceux là sont les perdants de la journée, trois d'entre eux sont mis en examen pour "agression"; ils comparaitront le 16 novembre. Pour exiger leur relaxe, un rassemblement aura lieu ce jour-là à 13 h. devant le palais de justice de Perpignan. De leur côté, les "grandes orga" s'en foutent, pour elles, seul le spectacle compte ... et rapporte.

Tonton Marcel

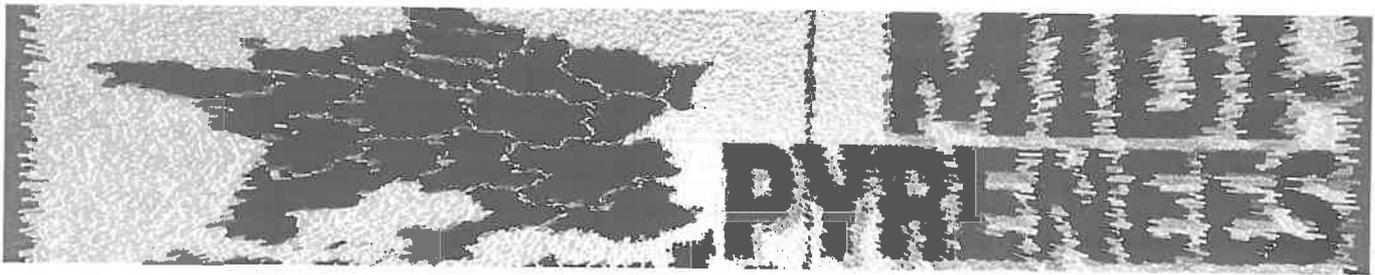
## Image

### Les anarchistes et le curé

Photo saisie lors de la manifestation de samedi. Un curé en soutane lit avec intérêt un tract passé par les anarchistes de la CNT. Il est vrai que le noir est leur couleur.



Photo et commentaire publié par "La semaine du Roussillon" 10 sept.98



## BLAGNAC : déterminés à continuer la lutte

**L**e soir du vendredi 9 octobre 1998, la C.N.T.-A.I.T., section de Blagnac, invitait à une réunion publique au Gymnase du Centre.

Ses membres et sympathisants vous font savoir la satisfaction qu'ils ont eu d'accueillir des compagnons de la C.N.T.-A.I.T. venus de la région (salariés, du privé, des fonctions publiques,...) mais aussi des étudiants ou chômeurs, des collègues de la mairie de Blagnac (dont des syndicalistes), des blagnacais responsables d'actions sociales associatives de la ville, et d'autres fonctionnaires syndicalistes (éducation nationale, tendance "école émancipée libertaire").

Après une rapide mais claire présentation en diaporama du mouvement anarcho-syndicaliste, des origines à nos jours, un dialogue de points de vue a vite suivi... Nous avons pu ainsi commenter les raisons de la création d'une section C.N.T.-A.I.T. à la mairie de Blagnac. Partie d'une nécessité de pouvoir s'exprimer et agir syndicalement sans entrave, cette résolution a été également motivée par le regroupement de volontés déterminées à faire aboutir des projets syndicalistes bien identifiés (défense et ouverture de droits collectifs, reconnaissances statutaires et salariales, soutiens actifs à l'autodétermination des

employés dans leurs luttes quotidiennes).

Des collègues de la mairie ont observé qu'il existait pour des employés une certaine retenue à afficher ouvertement leurs sympathies pour l'anarcho-syndicalisme, malgré de réelles affinités pour cette forme des luttes syndicales autogestionnaires (décisions en commun à la base, mandataires révocables, pas de permanent...).

A ce sujet, nous remarquons qu'un consensus est apparu autour des tables ce soir-là, par une reprise et le développement de Conseils des employés, espaces et moments privilégiés de réflexions, d'expressions et d'actions directes par tous les salariés de la mairie tous services confondus. Authentiques outils de responsabilisation de chacun pour une solidarité active "ayant déjà fonctionné ici", les conseils des employés sont aussi les actuels échos historiques des conseils ouvriers proposés par la C.N.T.-A.I.T. et le mouvement anarcho-syndicaliste depuis qu'ils existent. Un compagnon de l'ancienne C.G.T.-S.R. (C.G.T. - Syndicaliste Révolutionnaire) des années 30 -origine de la C.N.T. française- a témoigné qu'à son époque déjà, les conseils ouvriers constituaient les bases indispensables du développement de rapports de force favorable aux exploités, alors même qu'en

revenait l'initiative aux syndicalistes peu nombreux au début. Cela permettait à chacun de dépasser sa retenue en milieux hiérarchisés (ex. réunions de services, CAP, CTP, ...) ou formels (ex. : réunions syndicales, politiques), et à libérer une force collective plus solide dans les situations de conflits, à mieux se connaître aussi ! ...

Il a également été question des luttes contre les précarités dans le contexte local, de reconnaissances individuelles aux combats à mener en commun, de la continuelle défiance lancée au mouvement syndicaliste par les permanentes mascarades participatives des instances paritaires (CAP - CTP - CHS), pour lesquels des témoignages directs sont venus appuyer le sentiment de tromperie jouée par le système.

Enfin, nous nous sommes quittés, renforcés de l'idée pour chacun d'avoir encore appris, et pour tous de percevoir mieux la naissance d'une solidarité plus concrète, même si peu facile... De nouvelles rencontres en résulteront, et bien que plusieurs des collègues de la mairie qui participent déjà aux réunions de la section C.N.T.-A.I.T. de la mairie n'ont pu venir cette fois, pour témoigner eux aussi des méthodes anarcho-syndicalistes, nous inscrivons cette réunion publique dans la dynamique de nos luttes quotidiennes.

Nous nous retrouverons donc sur le terrain... plus conscients et mieux déterminés à continuer les combats.

(Article tiré de "L'intelligence de la lutte", tract périodique de la section C.N.T.-A.I.T. de Blagnac)

**L'intelligence  
L'intelligence  
DE LA LUTTE  
DE LA LUTTE**

C.N.T.

Section de BLAGNAC

A.I.T.



## JOURNÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE MAC DO A TOULOUSE

La journée internationale de solidarité avec les travailleurs de Mac Donald's, journée de lutte contre la précarité et la flexibilité dont un premier bilan est dressé page trois a eu, comme cela a été écrit, des répercussions dans notre région. A Toulouse, cela s'est concrétisé le samedi 10 octobre par deux piquets d'information organisés à l'initiative de la C.N.T.-A.I.T., avec la participation des Jeunes Libertaires, de sympathisants, de personnes du mouvement des chômeurs et précaires ... Les actions se sont déroulées devant les Mac Do du Capitole et de Wilson. Des tracts rappelant l'électrocution dans un Mac Do de Marc Hopkins en plein travail et dénonçant les conditions de travail ont été largement distribués. La précarité des personnes travaillant chez Mac Do et donc leur difficulté à protester "de l'intérieur" étaient également soulignées. De nombreux autocollants contre les conditions de travail avaient également fait leur apparition dans les alentours des restaurants. Notre présence était signalée par cette banderole "Contre la flexibilité et la précarité : Anarcho-syndicalisme. C.N.T.-A.I.T." Notre intervention fut dans l'ensemble très bien perçue par les passants, par les clients qui pour une part ont décidé de réfléchir et de changer (pourvu que ça dure), mais évidemment beaucoup moins appréciée par les gérants des magasins qui pestaient bruyamment contre nous. Comme quoi, quand on touche là où ça fait mal, les patrons montrent les dents.

Priam et Achille

## POUR UNE UNIVERSITÉ OUVERTE ET GRATUITE POUR TOUS

Année après année, c'est la même litanie ; chaque rentrée amène son flot d'augmentations. Par exemple, parmi les nouveautés de septembre 98, les étudiants boursiers de l'U.P.S., pour qui il est indispensable d'approfondir les langues scientifiques (anglais, espagnol) ont eu la désagréable surprise d'avoir à payer 5354 francs de plus pour s'inscrire en DULS, DULAPS. Jusqu'à présent, les boursiers en étaient exonérés. Aujourd'hui, l'administration exige qu'ils paient. C'est une façon détournée d'éliminer de ces formations les étudiants à faibles revenus que sont les boursiers.

Mais les boursiers ne sont pas les seuls touchés. Chacun a pu remarquer la traditionnelle augmentation du ticket de Restaurant universitaire, ceci après de nombreuses autres augmentations (inscription, sport ...). Le cumul de ces augmentations, même lorsqu'elles paraissent modestes, finit par faire des sommes importantes minant le budget et la qualité de vie des étudiants. Tout ceci augmente notre précarité. De plus en plus nombreux, nous devons accepter des p'tits boulots (= grosse exploitation). Toujours plus loin dans l'inadmissible, les chômeurs, auxquels on explique tous les jours que leur situation est due à leur manque de formation, perdent leurs ASSEDIC s'ils s'inscrivent à la fac ; les RMIstes, de la même manière, perdent leurs allocations.

Tout ceci démontre l'hypocrisie de l'Etat qui d'un côté beugle sur tous les tons "formation, formation" et de l'autre fait tout pour l'empêcher.

Face à ce système sélectif et inégalitaire, exigeons la gratuité et le libre accès pour tous.

A la fac comme ailleurs refusons la précarité.

Section Universitaire (\*1)

(\*1) La Section Universitaire regroupe ceux parmi les Jeunes Libertaires qui sont étudiants et ceux parmi les adhérents de la C.N.T.-A.I.T. qui travaillent dans les universités.

## Toulouse : Procès de 3 antinucléaires

Le 22 oct., a eu lieu à Toulouse, le procès en appel des trois militants de Stop-Golfech, qui avaient occupé pendant 3 jours, en mai 96, l'une des tours de refroidissement de la centrale nucléaire de Golfech. C'était une récidive. Ils l'avaient déjà fait en juin 1989, et c'était déjà pour réclamer un débat démocratique sur la politique énergétique de la France. Il n'y avait pas eu procès, mais cette fois, EDF a été entendu par le tribunal de Montauban, qui a condamné les antinucléaires à une amende de 17 000F, contre quoi ils ont fait appel. Ce 22 oct., 50 à 100 personnes se sont regroupées devant le tribunal, le procès ayant lieu dans une petite salle contenant 20 personnes au maximum ! Les trois militants ont quand même profité de l'occasion pour réaffirmer leur demande d'un débat démocratique sur le nucléaire, en précisant "que rien ne les empêchera de récidiver, tant qu'un tel débat n'aura pas lieu, à moins de les enfermer entre quatre murs..". Le verdict tombera le 27 novembre, et il est probable qu'il demeure inchangé. Au moment où l'Allemagne met un terme à son programme nucléaire en décidant de démanteler ses centrales, la France s'entêtera-t-elle encore longtemps dans cette voie sans issue ? Les autres pays d'Europe la laisseront-ils faire encore longtemps ? Attendrons-nous que l'accident ait lieu pour nous lever contre ces irresponsables ?

M. Révassis

### FÊTE DU C.O.T. (COLLECTIF DES OBJEC- TEURS TARNAIS)

La prochaine fête du C.O.T. se déroulera à la Salle de la Verrerie à Carmaux le 28 novembre. A partir de 17 h, apéro-concert à 18 h., couscous à 19 h 30, concert avec Les Naufragés à 21 heures. Entrée 60 francs.

Dès notre plus jeune âge (scolarisation à partir de 6 ans, voire 3 ans), le système prend en charge notre éducation. La maternelle nous initie à "la vie sociale" contrôlée grâce à l'encadrement des "maîtresses" ou "maîtres" qui décident des activités pratiquées. Puis au collège ... c'est la même chose ...

On va à l'école pour assimiler des connaissances générales, tellement générales qu'elles ne répondent que très rarement aux réelles interrogations qui nous préoccupent. En effet, on se retrouve au collège, dans ce milieu que l'on nous promet différent depuis le primaire et l'on subit un enseignement à vocation conditionnante qui, pas une fois durant toutes ses années de scolarité 5 jours par semaine et 7 à 8 heures par jour n'a daigné laisser notre esprit critique sélectionner les connaissances et qui sans cesse impose l'assimilation d'un savoir déjà filtré par l'Education nationale (donc l'Etat).

Cette attitude s'aggrave au fil des ans pour qu'en fin de lycée-collège on ait définitivement forgé son opinion sur les responsables de notre "culture scolaire".

La relation "professeur"/ "élève" est simple, chacun à sa place : le prof est derrière son bureau et "l'élève" à sa table... A aucun instant les cours et les méthodes de travail n'ont été mis en place par et pour la jeune personne qui prépare son avenir ; une certaine routine est née de la scolarisation dans la transmission du savoir qui repose pendant toute l'année scolaire sur les décisions d'une seule personne. Le problème au lycée est le même que dans le monde du travail : c'est toujours une minorité de personnes qui va prendre le dessus sur les autres à travers leur rôle hiérarchique.

Au lycée comme ailleurs, les individus les plus savants ou expérimentés devraient remplir leur fonction de transmettre du savoir et non celle de la répression. C'est à ce phénomène fréquent que

l'on assiste lorsque l'on considère la démarche pédagogique des profs en général : ils se contentent de répondre aux problèmes en entretenant leur rôle répressif et la hiérarchie qui gère les rapports humains dans le lycée.

Dans les classes si chargées (mais cela n'est pas vraiment bruyant, la plupart dorment), c'est l'esprit critique, les idées, le jugement, les remarques personnelles qui sont étouffés. On nous dit que le lycée est une microsociété, qu'il nous est impossible de communiquer simplement dans le journal du lycée sans être censuré par la direction, prétextant la portée politique du discours. Cependant, quelque chose me revient à l'esprit : l'affichage des annonces de recrutement dans la police nationale et dans l'armée de terre ne serait-il pas représentatif d'un certain sentiment militariste ?

Emilie.

## L'ESPERANTO CHANTE:

La Langue Internationale ESPERANTO continue à se développer. De plus en plus nombreux sont ceux qui l'apprennent, la parlent et ... la chantent, souvent de façon remarquable. C'est le cas de Jacques Yvart qui chante Brassens, en Espéranto bien entendu, dans des adaptations tout à fait remarquable. Jeans Marc Leclercq, chanteur libertaire rock, avec ses complices, Liberacanoj ("Les libertaires"), interprète dans son nouveau C.D. huit titres parmi lesquels l'hymne de la C.N.T.-A.I.T. ("Aux barricades") dans une version rock qui en étonnera plus d'un, mais aussi une traduction de la Makhnovchina et plusieurs créations personnelles. Chaque disque est en vente au prix de 79 f + 20 f de port à Eurokka (Espéranto Rock Association), 31450 Doneville. Tel/fax : 05 61 81 95 65.

Petro

## LA PILULE MIRACLE

Depuis pas mal de temps, nous assistons à un grand déballage médiatique, et fort bien orchestré, des télévisions, presses et radios, nous vantant les mérites de la "pilule Viagra" contre les troubles de l'érection. Et cela à seule fin de capter la bêtise humaine, qui est incommensurable.

De toute façon, tous ses produits chimiques et autres ne sont que des gadgets et peuvent avoir des contre-indications et des effets secondaires pour la santé.

Une fois de plus, les lobbies pharmaceutiques vont faire du fric à bon compte, sur le dos de tous les abrutis de la propagande. Ce miracle est parti d'Amérique pour se disperser dans le monde entier.

Je ne peux m'empêcher de citer la maxime du père de la médecine, Hippocrate, dont la principale prescription était la suivante : "Vos remèdes, ce sont vos aliments". Il est bien évident que, sans une alimentation, une diététique bien appropriée, l'organisme humain peut en souffrir. Mais il y a aussi d'autres facteurs, pour avoir un bon équilibre de santé, il faut combattre le tabagisme, l'alcoolisme et toutes les diverses drogues qui font tant de ravages. Avoir un corps sain dans un esprit sain est à la portée de tout le monde. Avec un peu de bonne volonté, on y arrive ... et en faisant aussi du sport, dans toutes les disciplines, en groupe ou seul, sans être obligé d'entrer dans des sociétés ou fédérations où gravitent pas mal de vieux mandarins conseillés par des toubibs. Car, comme vous le savez, toutes les disciplines sportives sont à l'heure actuelle, pourries par le fric et le dopage depuis fort longtemps.

Ouvrons grands les yeux et l'esprit, contre ce système de société corrompue.

Vicente José dit Vincent.

Samedi 31 octobre, triste spectacle autour de Saint-Sernin à Toulouse ! Au lieu du marché convivial de bric à brac, il y avait une trentaine de petits vendeurs clairsemés, les habituels brocanteurs, des placiers besogneux et arrogants escortés par les flics municipaux, le tout encadré par une dizaine de cars de CRS. Dimanche matin, même sketch rue du Taur, mais cette fois certains vendeurs (et des "sympathisants" du marché aux puces) n'ont pas amené leur étalage mais des banderoles. Ils se sont rassemblés pour protester contre cette volonté d'éliminer de la carte le marché aux puces.

L'histoire est ancienne... Le marché aux puces du samedi matin existe depuis très longtemps. C'est le lieu où l'on peut vendre librement tout et n'importe quoi pour des prix modiques. C'est le lieu où l'on peut arrondir les fins de mois difficiles. C'est un lieu convivial où l'on peut discuter en buvant un thé à la menthe, vendeurs et acheteurs interchangeables... Mais depuis deux ans, la mairie en a décidé autrement. Le marché libre, ça la gratte... Officiellement il y a deux raisons.

La première c'est la pression des brocanteurs patentés qui accusent les petits vendeurs de leur faire une concurrence déloyale. Evidemment, comme ils vendent les mêmes vieilleries dix fois plus cher, ça les gratte aussi... Eux, ils s'en foutent que ce soit payant, ils veulent faire des affaires et être les seuls à faire des affaires.

La deuxième raison officielle c'est que dans ce marché de bric et de broc il y aurait beaucoup d'objets volés. Je n'y ai pourtant jamais vu un des nombreux milliards qui se sont envolés du Crédit Lyonnais ni le produit des vols tout à fait légaux, fait dans les règles de l'art de notre république en toute impunité.

En fait, on comprend bien la raison implicite qui pousse la mairie à harceler les petits vendeurs. Sa volonté est d'aseptiser le centre ville. C'est la politique de nombreuses villes (cf. les décrets sur la mendi-

cité): on rénove, on augmente les loyers, on expulse les pauvres, on nettoie les rues et le tour est joué : le centre est propre, débarrassé de toute vie pouvant nuire à la mort tranquille de ses habitants. C'est pour cela que les CRS viennent régulièrement faire leur marché et virer les indésirables.

Face à cette répression, s'est montée en 97 l'association "En vrac" tentant de rassembler tous les précaires concernés par la mise en péril du marché aux puces afin qu'ils puissent s'installer le samedi et dimanche matin pour vendre. Elle a négocié avec la mairie pour avoir cette autorisation et pour ne plus être sous la menace des CRS. La mobilisation étant assez faible, "En vrac" a accepté un système, proposé par la mairie, de cartes gratuites pour les précaires. Elle a accordé 40 cartes de "vendeurs précaires" valables pour 3 mois, pour les plus mobilisés. Sachant qu'il y a environ 400 vendeurs, quelle imposture ! Diviser pour mieux régner c'est bien connu. Et en plus ça marche. Des tensions apparaissent entre les vendeurs, entre ceux qui ont une carte et ceux qui ne l'ont pas et contre l'association "En vrac", jugée responsable de l'échec. Même si "En vrac" ne compte pas pas se satisfaire de ces miettes et souhaite étendre le marché jusqu'à Arnaud Bernard. Mais est ce vraiment une solution de réglementer de la sorte l'espace public ? Quoiqu'il en soit, accepter ce système de cartes c'est jouer le jeu de la mairie. L'action de "En vrac" a permis à quelques vendeurs de continuer à

vendre mais la vraie victoire serait un marché libre de grande ampleur.

Voilà en tout cas un bel exemple de récupération: la mairie canalise une lutte pas encore formalisée où la mobilisation est latente, en s'adressant à une association non représentative, plutôt fragile et prête à négocier... Elle court circuité tout projet venant de la base (vendeurs et acheteurs) grâce à cet interlocuteur et grâce à la division qu'elle provoque. La question n'est pas de jeter la pierre à ceux qui ont essayé de "sauver les meubles", mais de se mobiliser et d'imposer, par la masse, un marché libre à Toulouse.

Quoi qu'il en soit le rendez vous est donné: tous les samedis place Saint Sernin et tous les dimanches rue du Taur !

Corinne

## LE BILLET DE GEORGES

La cellule d'appui de la Haute-Garonne a trouvé un jeu comme celui qu'a essayé d'imposer aux chômeurs le Conseil général des Pyrénées-Orientales ... c'est-à-dire nous remettre au travail ... gratuit. C'est tout bénéf pour un certain nombre d'associations caritatives. Ils appellent ça de l'insertion. J'y ai eu un entretien. Ils s'intéressaient à ceux qui sont, après la fin de droit, passés au régime RMI. C'était pour un entretien individuel ... on était dix, sous la menace d'un coup de sécateur sur le RMI. Le gouvernement de la gauche pouilleuse défend la politique de rentabilité et de productivité.

Georges.

### POUR NOUS CONTACTER :

**Secrétariat régional :**

**CNT-AIT 7, rue St REMESY 31000**

**Téléphone & Fax : 05 61 52 86 48**

**Pour venir nous rencontrer, discuter, consulter la bibliothèque du CDES ou participer aux luttes en cours:**

**Permanences, réunions publiques à Toulouse: CNT,**

**Jeunes Libertaires, CDES tous les samedis de 17 à 19 heures au 7 rue St Rémésy (près de la place des Carmes).**

### ABONNEMENT UN AN :

**Normal : 50 francs; de soutien : 100 francs ou plus.**

**A verser au C.C.P. : C.D.E.S., N° 3 087 21 H Toulouse**

Voilà maintenant plusieurs semaines que la grève des lycéens a commencé, partant de quelques villes de province pour arriver à Paris, comme une vraie trainée de poudre. Témoignage et analyse.

## TEMOIGNAGE : MOBILISATION EN REGION PARISIENNE

**A**u début, l'agitation semblait toute relative, et ne concernait que quelques lycées par-ci par-là. Mais très vite, les lycéens s'aperçoivent que les problèmes rencontrés dans les lycées en lutte étaient les mêmes que ceux des lycées qui ne l'étaient pas encore. Ce qui se passa aussi en région parisienne.

Dès la rentrée, des postes de profs manquaient, pourtant promis de longue date par le ministère de l'éducation nationale, d'où les classes surchargées allant à certains endroits de 35 à 40 élèves ! Les lycées les plus défavorisés de la banlieue parisienne n'ont à disposition que des locaux insalubres (préfabriqués des années 70-80...). Alors, ne parlons pas du chauffage ! Des rentrées scolaires en lycées ont même été retardées pour cause de travaux non effectués et manque de personnels (pions...). Ceci, ajouté aux provocations verbales d'un ministre de l'éducation nationale toujours aussi fin (il aura au moins eu le mérite de déclencher un des mouvements de mécontentement les plus importants de ces dernières années dans l'éducation), a été à l'origine de la rébellion lycéenne.

Fin septembre ont lieu les premières manifestations devant le rectorat de Créteil, précédées par des "débrayages sauvages" dans de nombreux lycées de la région parisienne, comme en Seine et Marne, à Chelles, Mitry-Mory (un peu plus tard) et Lagny, où les lycéens ont proclamé la grève et ont défilé devant leurs lycées ou dans les rues de leur ville. La Seine St Denis et le Val de Marne ont également été au centre de la lutte dès le départ.

Tout s'accélère début octobre ; la mobilisation est générale et les lycéens sont encore plus nombreux à agir dans les lycées et dans la rue. Lundi 12 octobre, un rassemblement de plusieurs cen-

taines de lycéens a lieu devant la gare de Meaux vers 8h45, les lycéens venant de tous les lycées de Meaux. J'organise une présence syndicale remarquée avec drapeau rouge et noir et tracts "les élections passent et les problèmes restent" et "fermetures de classes". Beaucoup de lycéens enthousiastes et curieux me posent des questions sur la signification du drapeau rouge et noir, qui, jusque là, était inconnu de tous. Réponses et explications de ma part sur l'anarcho-syndicalisme et les idées libertaires. L'accueil fut largement favorable à nos idées et les lycéens étaient très demandeurs, certains allant même jusqu'à me demander de mettre plus en évidence le drapeau anarcho-syndicaliste, en tenant des propos qui n'ont rien à envier aux nôtres. 9h00 : on bouge. Le rassemblement se transforme en manifestation qui envahit la route en direction de la poste. On bloque les cars, et les chauffeurs sont compréhensifs, comme les employés municipaux. Un quart d'heure après, on revient à la gare SNCF, où s'ensuit un rassemblement pour prendre le train, direction Paris, manif. de tous les lycées de la région parisienne à Denfert-Rochereau. La SNCF nous ouvre

les portillons d'accès aux quais, et met à notre disposition un train gratuit pour Paris. Ce qui était marrant, c'était de voir tous ces jeunes banlieusards contents de pouvoir prendre le train gratos pour Paris, ce qu'ils ne font pas souvent d'habitude, de peur de se faire emmerder par les contrôleurs. Dans la joie et la bonne humeur, certains auront manifesté pour la première fois de leur vie à Paris, ce qui leur fait une expérience intéressante.

Jeudi 15 octobre, rebelote. Cette fois, je décide de me rendre au lycée de Lagny, où la grève avait repris. Les jeunes, qui s'étaient auto-organisés, se faisaient passer des étiquettes "lycéen en grève" pour chaque gréviste. L'après-midi a eu lieu la grande manifestation à 13h30, place de la Nation. Nous étions 5 avec des copains de Paris, à tracter dans la manif. Plusieurs dizaines de milliers de lycéens étaient présents. Le matin, la FIDL (lèche-culs de service à la solde du parti socialiste) avait pris soin de faire défiler quelques milliers de lycéens en faisant bande à part, craignant des "incidents". Incidents que les médias, "la voix de son maître", avaient largement préparés et provoqués, en se faisant l'é-



que les médias, "la voix de son maître", avaient largement préparés et provoqués, en se faisant l'écho du ministère de l'intérieur, qui déclarait vouloir déplacer d'importantes forces de l'ordre. On peut d'ailleurs se demander s'il n'y avait pas, de la part du gouvernement, une volonté de criminaliser le mouvement pour le détruire, en faisant de la surenchère médiatique autour de la "casse". Néanmoins, la tentative des médias d'établir systématiquement une opposition caricaturale entre les "bons et gentils" lycéens et les "mauvais et méchants" casseurs, témoigne de leur volonté de mettre dos à dos victimes du système éducatif et victimes du système économique. Car qui sont les vrais "casseurs" ? Les jeunes de banlieues désespérés ou le gouvernement et les patrons ?

Malgré toutes ces tentatives de démobilisation de la part de l'Etat et des médias, la manifestation du 20 octobre fut une réussite ; nous y étions également, cette fois avec un tract tiré spécialement sur le mouvement des lycéens. De nombreux jeunes furent réceptifs à notre discours, et nous avons eu des discussions intéressantes avec certains d'entre eux. Reste à s'organiser concrètement avec eux pour faire progresser le syndicalisme autogestionnaire et libertaire.

A suivre...

SAM (77), CNT Paris



## UN MOUVEMENT PLUS MAR QU'IL N'Y PARAÎT

*On aurait tort de considérer la vague de protestation qui a secoué les lycées comme un mouvement spécifique ou d'intérêt mineur. En fait, on y retrouve des caractéristiques qui ont été celles de divers mouvements de lutte de ces dernières années :*

*- des revendications matérielles qui cachent une demande bien plus profonde,*

*- la récupération et l'encadrement du mouvement par des puissances politico-syndicales peu impliquées dans la lutte mais directement liées au gouvernement,*

*- une répression violente contre tous ceux qui sortent quelque peu du rang.*

A première vue, comme souvent, le mouvement lycéen a démarré sur des revendications matérielles (plus de prof, des locaux mieux tenus...). Mais sous la "demande" se cache un malaise bien réel d'un tout autre ordre. En effet, ce qu'expriment les lycéens lorsqu'on leur laisse le temps de le faire, c'est essentiellement un ras-le-bol et une revendication de dignité : les lycéens dénoncent l'absence d'écoute (et souvent le mépris) dont l'institution fait preuve à leur égard, l'inadaptation des programmes (pour ne pas parler du "gavage" auquel ils donnent lieu). Les revendications matérielles elles-mêmes s'inscrivent pour partie dans ce cadre car les mauvaises conditions constituent une forme tangible d'expression du mépris. Ils posent également la question de leur avenir dans une société qui leur est de plus en plus fermée.

S'ils n'ont avancé dans un premier temps que des revendications matérielles "bien propres", c'est que celles-ci sont les plus unifiantes parce que les plus faciles à comprendre par tous, celles qui demandent le moins de maturation, celles qui sont le plus socialement acceptables (en particulier par les parents).

Mais, déjà, ça et là, en particulier en province, des critiques de fond ont été portées au système scolaire par des groupes de lycéens, dont certains sont libertaires ou de sensibilité proche. En étant actifs à la base, en faisant connaître leurs questions, leurs informations, leurs

critiques, ils font mûrir l'ensemble du mouvement, ils peuvent ainsi permettre l'émergence de revendications (ou de critiques) qui puissent aller plus loin. Et cette façon de voir pourrait bien rencontrer un écho véritable si le mouvement n'est pas étranglé avant.

## ENTRE MAGUILLE ET REPRESSION

Car nombreux sont ceux qui travaillent justement à juguler ce vent de révolte, ceux qui veulent maintenir les revendications au ras des pâquerettes, ceux qui tentent de diriger les lycéens vers leur boutique : le mouvement lycéen est coincé entre les forces de magouille et celles de répression.

Plus que le reste du corps social, les lycéens se méfient (à juste titre) des organisations politiques et de leurs appendices syndicaux ou associatifs. C'est pourquoi ils s'auto-organisent. Dans les lycées eux-mêmes, les choses ne sont pas trop difficiles : d'une part les fameuses "organisations" n'ont aucune réalité; d'autre part, la notion d'assemblée générale est maintenant assez largement répandue. Mais, les tentatives de coordination se sont heurtées à d'autres problèmes. Ainsi, au niveau national, quand les lycéens ont voulu se coordonner, ils se sont réunis, tout "naturellement" à Paris; et là qui ont-ils trouvé ? Les représentants de tout ce petit monde politico-syndical, qu'ils rejettent massivement, mais qui s'étaient installés avant

même que les lycéens de province n'arrivent, qui avaient le monopole des micros et qui avaient déjà définitivement décidé quelle était la stratégie à suivre et la liste des revendications à défendre. Seul choix laissé aux lycéens, celui d'une des deux variantes : ou les satellites du P.S., ou un front commun incluant autour du P.C. les trotskistes de la L.C.R. jusqu'à, comble d'ironie, de prétendus cénétistes<sup>2</sup>. Les lycéens dans leur majorité ont claqué la porte au nez de ces apprentis intrigants, et ils ont fort bien fait. Même si les magouilleux seront tout de même reçus au ministère (ils y sont attendus par leurs amis), ils ne représentent rien ni personne; et cela, tous les lycéens le savent.

Côté répression, on n'y est pas allé de main morte non plus. Après avoir fait donner de la voix les médias pour que le peuple distingue bien le "gentil lycéen" du "casseur de banlieue" (tout autant lycéen que les autres pourtant), le déploiement syndicalo-policier a été des plus considérables : le 20 octobre à Paris, plus des deux tiers des manifestants ont été contrôlés (18 000 sur 25 000) alors qu'ils n'avaient strictement rien fait. A ce niveau de flicage, le droit de manifester librement (c'est-à-dire justement sans contrôle préalable) est devenu totalement virtuel. Ce qui n'a pas soulevé de grandes protestations, pas plus que l'intervention extrêmement violente du "service d'ordre" de la C.G.T. ni les connexions entre l'UNSA éducation (la F.E.N.) et l'UNSA police. Les lycéens se sont fait autant charger par la police que par la C.G.T. Personne ne s'est non plus étonné de la présence massive de cette centrale syndicale à laquelle pourtant n'adhère aucun lycéen, pas plus qu'à l'UNSA d'ailleurs. L'une et l'autre organisation n'avaient rien à f... dans un cortège lycéen. Elles se sont pourtant données le droit d'y jouer la milice sous l'œil approbateur de la police. Enfin, pour achever le processus répressif, la justice n'a connu ni ses lenteurs qui profitent tant à certains<sup>3</sup> ni quelque mansuétude que ce soit<sup>4</sup>.

## DES SOLUTIONS ALTERNATIVES

Pris entre récupération et répression, ces deux mâchoires d'une même pince qui est celle du pouvoir, le mouvement lycéen a été plus imaginaire, c'est montré bien plus sûr sur ce plan que de nombreux mouvements avant lui.

D'abord, il a su dénoncer les récupérations et se démarquer des apprentis leaders. Et surtout, la tentative d'organiser une coordination de "Province" constitue une "première", qui pourrait bien déboucher vers un premier pas dans le sens du fédéralisme. Pour nous, anarcho-syndicalistes, il est évident que les luttes ne doivent pas s'organiser du haut vers le bas, ni géographiquement d'une "capitale qui décide" vers une "périphérie condamnée à suivre". Or, c'est très souvent (pour ne pas dire toujours) ce qui a pu être observé dans les dernières luttes. C'est également ce qui se passe en permanence dans pratiquement toutes les organisations, "révolutionnaires" ou non.

A l'inverse des centralistes, nous pensons que les luttes doivent partir de tous les endroits et que le pouvoir de décision appartient à l'ensemble de ceux qui luttent, quelque soit l'endroit où ils habitent. Il ne

s'agit pas bien entendu de "monter" les uns contre les autres mais bien de faire que la lutte (ou l'organisation) soit celle de tous. La régionalisation et le fédéralisme, la C.N.T.-A.I.T. en est la preuve vivante, permettent une organisation nationale, efficace et non-centralisée. Le mouvement lycéen, et les autres mouvements sociaux à venir, pourraient trouver dans le fédéralisme un outil, à leur mesure, qui, avec les assemblées générales, leur permettra d'aller vers plus d'autonomie et de conserver ainsi la maîtrise de leur lutte.

X.F.

1 : De multiples enquêtes et études publiées sur le sujet le démontrent. La "consultation lycées" du ministère l'a elle-même mis en évidence l'an dernier.

2 : Vouloir contrôler un mouvement en s'appropriant sa "direction" est incompatible avec l'anarcho-syndicalisme.

3 : Papon n'est toujours pas définitivement jugé pour des crimes contre l'humanité commis voici plus de 50 ans.

4 : Par exemple un lycéen de Creil a pris six mois de prison avec sursis pour quelques cigarettes volées et des injures. A comparer au "tarif" des hommes politiques pris en flagrant délit de pillage des deniers publics...

### AUTOGESTION DE LA LUTTE

Une coordination nationale est en train de se former, mais qui va y aller? Le mouvement ne doit pas échapper à ceux qui le font : les lycéens.

Pour nous libertaires, tous les lycéens doivent participer aux négociations et ne pas donner un chèque en blanc à des négociateurs auto-proclamés; d'autant plus que M Allegre n'attend qu'une chose, c'est d'avoir des interlocuteurs institutionnels, des professionnels de l'encadrement qui "endormiront" le mouvement de réunions en commissions, de commissions en groupes de travaux...

### LA PAROLE EST DANS LA RUE, QU'ELLE Y RESTE

Les représentants des lycéens doivent être mandatés dans des A.G se déroulant dans chaque lycée, et partir avec des revendications précises élaborées collectivement dans ses A.G. et rendre compte des négociations à ceux qui les ont envoyés.

**SEULE LA LUTTE PAIE ! AUTOGESTION !**

(Tract des "Jeunes Libertaires" - Toulouse)

Un peu comme il y a sport et Sport il y a médias et Médias. Mais dans les derniers salons, on parle des Médias. Des "grands" Médias. Pourtant la critique qui leur est faite écarte volontiers le fait de savoir qu'ils sont devenus une institution fermée, oublie de dire en quoi celle-ci est préjudiciable, pour finalement n'aboutir à aucune solution hors du modèle fermé qui nous est imposé.

**1-CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS : DE LA REPRÉSENTATION INDIRECTE MARCHANDISÉE ET DE L'INSTITUTION.**

Le point commun entre les grands médias et le sport de compétition, c'est qu'il existe toujours un perdant, un vaincu pour enrichir l'autre. Plus il y a de malheur, plus un médias se vend. Plus l'un perd, plus l'autre gagne. Nous sommes dans la compétition, la concurrence, dans la course à l'espace publicitaire. Ces activités sont définies par une organisation marchande des rapports humains et appartiennent comme toutes les activités de ce type à la sphère capitaliste. Plus exactement à la sphère capitaliste dont la production répond à des besoins subjectifs et non à des besoins matériels. Le sensationnel, le record ne sont pas à mon sens, des besoins vitaux, comme le sont des besoins matériels, tels que se nourrir, se loger, s'habiller... La spécificité de ces Médias c'est qu'ils concernent le domaine du besoin de COMMUNICATION avec autrui. Comme l'a fait l'église par le passé (religion vient du mot religare, relier), ils utilisent ce besoin pour fabriquer un lien artificiel car indirect entre nous. Ils rentrent dans l'intimité et nous dictent leur morale sous prétexte de détenir cette communication : liaison... Ce qui est en fait un moyen de fidélisation. Il y a des fidèles de l'audimat et des fanatiques de l'informatique. Et tous rapportent comme rapportaient les fidèles de la messe qui écoutaient eux aussi un message, celui du Christ et non celui de Bill Gates. C'est pour cela qu'ils utilisent tout le panel de l'émotivité humaine pour se développer, de la sensation

à la suggestion, de l'image choc, spectaculaire, à la subliminale, pour reproduire ce que nous avons déjà connu dans l'ère industrielle... C'est à dire reproduire un marché avec ses consommateurs et leurs besoins. En ce sens il est inexact de dire qu'ils "gardent" le capitalisme<sup>1</sup> car ils sont intrinsèquement, par leur choix de développement, de conquête d'audience, une émanation de celui-ci, et se développent avec lui. Et quand ils le défendent, ils se défendent, ils le font par un instinct de survie qui est universel, ce qui n'est pas l'apanage de la race canine.

Ces médias, ayant choisi pour se développer, le modèle capitaliste s'identifient à ce mode de production, comme l'église, les partis et les syndicats qui ne peuvent envisager l'avenir qu'à travers le prisme capitaliste... Tout cela s'est institutionnalisé car en intégrant le mode de développement capitaliste, ces activités humaines, devenues activités marchandes, ont pris des intérêts communs avec le système. D'un marché elles deviennent une institution, un outil de conservation ou de prise de pouvoir politique. Comme n'importe quelle église, parti, syndicat elles servent le système. L'idée de la propriété a légitimé le besoin de police, sans l'idée de dieu pas de religion et foin des marchés dérivés. L'idée de liaison indirecte universelle est l'essence des Médias. Cette idée appartient aux champs de l'indirect, comme l'église ou la démocratie représentative, elle est détenue par des médiateurs, des intermédiaires, qui véhiculent un message par conséquent déformable au gré de ceux qui détiennent le pouvoir de représenter les autres. Il s'agit d'un outil qui sert à celui qui le possède. Tout bon politicien connaît l'importance de cet outil,

même si quelque fois il fait semblant de le découvrir. Cela n'a rien de neuf, depuis Napoléon et "Le Moniteur", Lénine avec "La vérité" (Pravda) et Goebbels.

Alors pourquoi faire du neuf avec du vieux, ce que je définirai comme un neo-archaïsme, et tant de mépris pour les chiens ?

**2- DE LA CONCURRENCE: ENTRE INDIVIDUS, ARRIVISME CORPORATISTE, ET LUTTE POUR LA REPRÉSENTATION ENTRE INSTITUTIONS.**

Car tout comme il n'y aurait pas de chiens de gardes si l'homme n'avait pas inventé la propriété, il n'y aurait pas de mauvais journaliste sans cette conception du médias et de la communication qui appartient au champ de l'indirect marchandisé. Or le débat sur les Médias évoque plus souvent leur utilisation et utilisateurs que leur fonction. Le problème est donc abordé dans sa périphérie et non dans son centre. Voici comment. Après avoir failli croire qu'Internet serait un outil révolutionnaire voire libertaire (Monde Diplo en 1995/96) on rentre maintenant dans une dialectique où le rapport salarial à l'intérieur de l'institution déterminerait une position de classe. On laisse entendre que les Médias (comme les armes, l'Etat, la police...), par eux-mêmes ne sont rien mais qu'ils sont mal utilisés par de méchantes personnes... qui seraient les oligarques du Médias. Ici intervient l'image du "petit journaliste" qui comme celle du "flic de gauche", du "petit juge", sont à mon avis des images d'Épinal qui épargnent le rôle de l'institution dans ce qu'il contient de perversion contre l'individu qui y participe. Il me semble qu'ici l'exemple du chien est

opportun, pour qu'il y ait chien de garde il faut qu'il y ait quelque chose à garder et qu'on lui apprenne à le garder. Pour qu'il n'y ait pas de chien de garde, il suffit de supprimer non le chien, ce qui est méchant, mais la propriété.

S'attaquer aux journalistes en ce qu'ils utilisent mal les Médias (Ockrent) c'est par défaut ne pas déqualifier les Médias sur le fond. De la même manière que l'on ne déqualifie pas la propriété si on tue le chien pour se l'accaparer. Si on estime que soi-même ou les petits journalistes on peut mieux utiliser les Médias, on reste à la périphérie du problème qu'ils posent. C'est un peu vouloir monter en chaire à la place du curé pour pouvoir donner sa version des évangiles en profitant de la condition des écoutants, qui est passive, consumériste et soumise. C'est aussi ce qui se produit lorsqu'on répond au livre noir du communisme par le livre noir du capitalisme...

Les journalistes collaborent à une institution qui ne leur laisse pas le choix d'un autre comportement que celui de la défendre et de défendre le modèle de développement que s'est donné cette institution. C'est pourquoi il est inutile de définir le "petit" ou le "grand" journaliste. Tout comme il est inutile de définir le petit ou le grand boursicotier. Quand la question est de savoir si les Médias comme la Bourse sont utiles à l'idée d'une humanité humaine et libre, s'il se trouve qu'ils sont inutiles ou nuisibles il faut réfléchir à faire autrement et non pas à faire à la place de.

Si on laisse entendre, que l'aspect quantitatif, le revenu octroyé à chaque collaborateur de l'institution, peut déterminer une dynamique de classe, au sens de l'émancipation, nous sommes en pleine manœuvre dilatoire...

Ce n'est pas l'homogénéité de la médiocrité matérielle qui détermine une classe sociale dans une dynamique de mouvement émancipateur et de changement

structurel. C'est le fait de savoir si, journaliste ou pas, l'envie de solution collective transcende l'envie de réussite individuelle. S'il existe une unité idéologique au delà des ambitions corporatistes.

Sincèrement je ne crois pas que l'alliance des petits journalistes, petits boursicotiers, petits champions, petits curés, sur la base corporatiste de leur réussite individuelle au sein de l'institution, soit riche de conscience collective. Par contre ce type d'alliance caractérise la stratégie de la gauche et de l'extrême gauche politico-syndicale. Celle-ci est friande d'une unité corporatiste inter institutionnelle, qui ne critique en rien le rôle de l'institution. Et qui défend, non pas l'idée de la suppression des privilèges conférés par ces institutions, mais envisage simplement le remplacement des privilèges de droite par des privilèges de gauche. Nous rentrons ici en plein dans une logique concurrentielle intra institutionnelle, c'est à dire dans une logique de pur arrivisme camouflé derrière de beaux discours. Cette concurrence entre individus, caractéristique du développement marchand, trouve son prolongement dans la concurrence entre les différentes institutions qui prétendent dominer le marché de la représentation.

Dans un texte récent Alain Bihl<sup>2</sup> dénonce les médias, à cause de, et, entre autres, je cite : *"La dévalorisation des médiations politiques traditionnelles (les associations, les syndicats, les partis, l'Etat lui même), grâce auxquelles précisément l'action collective pouvait prendre forme et par l'intermédiaire desquels le simple citoyen pouvait avoir prise dans le monde" !!!* Remplaçons ces *"médiations politiques traditionnelles"* par le terme institution, ajoutons l'église, qui dans certains cas a joué aussi ce rôle de médiateur, et nous y voyons un peu plus clair... Les médias sont les concurrents directs d'autres institutions antérieures qui ont pour point commun avec eux de prétendre relier

entre eux les individus et les représenter. Ce sont en fait, différents modèles de représentation, indirecte, représentative, qui s'affrontent dans le but de gagner des "représentés" c'est à dire du pouvoir.

**3 - NEO-ARCHAÏSME ET MODERNITÉ : DE DROITE OU DE GAUCHE L'INSTITUTION FERMÉE DOIT ETRE DEPASSEE PAR DES MODELES OUVERTS.**

L'actualité le montre avec l'affaire de la M.N.E.F., la gauche et l'extrême gauche se satisfont de cette envie de réussite individuelle et ont abandonné depuis longtemps tout projet collectif qui est caractéristique de l'existence politique d'une classe. Ces intellectuels au lieu de réfléchir sur le présent nous renvoient vers le passé... l'Etat, la Nation, au sujet de l'argumentation contre l'A.M.I. ou contre l'Europe; et bientôt l'église qu'il faudra défendre... car elle aussi a ses "bons éléments" (Gaillot, Abbe Pierre). Car pour déterminer les victimes et les coupables, les bons et les méchants, la droite et la gauche ils brandissent les différences matérielles ou individuelles à l'intérieur de l'institution en épargnant le rôle de celle-ci. Pour déterminer cela, ils utilisent l'existence des forces arrivistes et corporatistes au sein des institutions. Ce qui semble important pour eux est de pouvoir diviser en deux le champs de l'institution pour y définir ce qu'est l'institution de droite ou l'institution de gauche. Et déterminer ainsi une lutte politique de conquête du pouvoir, en différenciant la bonne ou la mauvaise gestion de l'institution.

Nous nageons dans le néo-archaïsme le plus conservateur qui soit car il évite ainsi la réflexion fondamentale qui permet l'évolution des sociétés. C'est à dire que cela évite la remise en question du fondement même des institutions humaines actuelles. Comme si celles-ci étaient parfaites et éter-

## QUELLE EST LA NATURE DES MEDIAS?

suite & fin

nelles. Autant dire que ces intellectuels dédaignant leur rôle réflexif pour celui du pied à coulisse sociologique ne sont plus que des faire valoir qui aiment se faire voir. Réfléchissons : de toute évidence ce qui nous plaît pas dans les médias c'est aussi ce qui nous déplaît dans l'Etat, l'église, les partis, les syndicats. C'est leur prétention fondamentale à vouloir nous représenter, nous lier comme des fagots, sans que l'on puisse intervenir ou contrôler quoi que ce soit. Et de les voir grandir, et s'enrichir forts de cette prétention, jusqu'à nous étouffer.

C'est ce que je désignerai comme le caractère fermé, indirect, incontrôlable, et qui plus est expansionniste des ces institutions, qui le cas échéant, se combattent entre elles telles des empires en compétition de territoires.

Restons simples, il y a d'autres manières de communiquer que le réseau [www.canal.z.satellite2](http://www.canal.z.satellite2) lequel ne donne qu'une modernité apparente à un processus déjà ancien, de privatisation de l'individu, entamé avec l'automobile et la télévision, qui crée sa propre sphère perso sur le modèle de la sphère capitaliste.

Nous sommes défenseurs, non d'une institution de droite ou de gauche, ce qui ne veut strictement rien dire, mais de modèles ouverts, c'est à dire participatifs. De modèles non marchands. De modèles non expansionnistes de taille humaine; d'organisations humaines, collectives et libres; d'organisations qui ne soient pas en concurrence mais qui s'entraident. Dans nos médias de proximité, comme d'ailleurs dans nos syndicats inter corporatistes, dans notre conception de la démocratie directe c'est ce modèle ouvert d'organisation que nous essayons de mettre à l'œuvre. Bizarrement, l'argument que l'on nous oppose le plus souvent est celui de passéisme... Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage.

ARISTOUTOU

<sup>1</sup> Comme l'explique le best-seller très branché "Les nouveaux chiens de garde"

<sup>2</sup> Il s'agit de "Médias comme appareils de dépolitisation", Alain BIHR, in "Raison Présente" n° 123 et "A Contre Courant" n° 97

# Прямое Действие

Dans notre numéro de juillet-août, nous avons donné quelques informations sur la CRAS (Confédération révolutionnaire anarcho-syndicaliste), section Russe de l'Association Internationale des Travailleurs pour laquelle une campagne de solidarité a été lancée. Voici des extraits du dernier numéro de leur journal "Action Directe".

NDLR.

## RUSSIE : DE LA GUERRE DU RAIL A LA REPRISE DES TERRES



En Russie, la situation est devenue véritablement tragique, insupportable pour la majorité des gens. Les grèves éparses sont devenues un phénomène quasiment quotidien. Les mineurs, qui en ont menées une série, ont réussi dans un premier temps à arracher au gouvernement la promesse du paiement de leurs salaires ... et ce sont vite aperçu que le gouvernement pensait prendre de quoi les payer sur d'autres catégories de travailleurs. C'est pourquoi, face à des syndicats aux ordres du gouvernement, ils se sont décidés à donner un coup de pied dans "le gras du derrière". Passant outre les actions paisibles de protestation, ils sont passés à la désobéissance civile -du jamais vue dans la Russie de Eltsine- et ont été rejoints par de nombreuses catégories de travailleurs (enseignants, ...). C'est tout un peuple, à bout de nerf, qui a envahi les voies ferrées. Les dix lignes les plus vitales ont été occupées, bloquant plus de 600 trains d'un coup ; ce qui a figé la vie du pays. Effrayés par cette détermination, les nouveaux riches et le gouvernement qui les représente ont préféré ne pas aller plus loin dans la confrontation et lâcher en une seule

fois le paiement des salaires et geler les dettes pour quelques mois. La reprise du travail ne s'est pas faite cependant facilement, car de nombreux mineurs ne voulaient pas stopper le mouvement avant que toutes leurs revendications ne soient satisfaites. Une fois encore, les syndicats officiels et l'état, jouant sur sa légitimité, l'ont cependant emporté. Mais à notre avis une confrontation beaucoup plus dure entre les mineurs et le gouvernement néo-libéral est imminente, car l'état et le capital prévoient de poursuivre leur politique (réduction massive des emplois, fermeture des puits "non rentables"...).

Face à cette situation, les actions de revendication ne suffisent plus. Comme au Brésil, il existe maintenant en Russie un mouvement de réappropriation de la terre. C'est grâce à ces potagers, à ces lopins repris sur de vastes espaces abandonnés qu'un million de russes environ doivent de ne pas être morts de faim cette année. Simple application du fait que la terre est à tout le monde et pas seulement à quelques parasites qui auraient le "droit" d'affamer le plus grand nombre.